



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 14 - vendredi 23 octobre 2009

Dans ce numéro :

- **Sarkozy en difficulté, les banques et le CAC40 en pleine santé, sortir de la passivité des confédérations syndicales**
- **Une fièvre financière qui annonce une probable rechute**
- **Subordonner les élections... à une stratégie anticapitaliste**

Contribution de Denis Godard, membre du CPN, animateur de la revue *Que faire ?*

Sarkozy en difficulté, les banques et le CAC40 en pleine santé, sortir de la passivité des confédérations syndicales

Sarkozy et son gouvernement se retrouvent aujourd'hui affaiblis, au moment où ils veulent imposer une série de mesures pour faire payer la crise à la population. L'affaire Clearstream révèle les rivalités d'ambition au sein de la droite. Quant à la tentative avortée de nomination de son fils de 23 ans à la tête du plus grand quartier d'affaires européen de la Défense, elle se retourne contre Sarkozy qui promettait en 2007 qu'avec lui, « *les nominations seraient irréprochables* » !

Tout cela ne fait que révéler davantage les mensonges sur lesquels il a construit sa démagogie et son populisme. Mais plus profondément, c'est la conscience que le gouvernement est aux petits soins pour les banquiers, les patrons, les riches alors que les licenciements continuent, qui se renforce. En allant à Gandrange, en visite surprise et dans le plus grand secret pour être sûr qu'il n'y aurait aucune contestation, Sarkozy tente de désamorcer cette révolte. Mais ses coups de communication ne trompent personne. Surtout à Gandrange, où il s'était rendu en 2008 en promettant de s'occuper de l'affaire après l'annonce par Mittal d'un plan de 595 suppressions d'emplois... 575 des 1108 emplois du site ont été supprimés depuis !

Les gesticulations de Sarkozy ne suffisent pas à masquer la politique du gouvernement. Les mesures annoncées avec le budget de l'Etat sont claires : 33 750 suppressions de postes dans la fonction publique pour 2010 après les 30 600 suppressions de 2009, augmentation du forfait hospitalier, baisse des dotations de l'Etat aux communes qui aura de graves répercussions sur les plus pauvres d'entre elles, mise en place de la taxe carbone, etc. A l'opposé, la suppression de la taxe professionnelle coutera 12 milliards à l'Etat en 2010 et les niches fiscales pour les plus riches près de 74 milliards !

Cette politique ne sert qu'un objectif, le soutien aux marchés boursiers. Profitant de la mise en circulation massive d'argent par les Etats à des taux très bas, la spéculation financière repart à plein régime. Aux Etats-Unis, les vingt-trois banques et fonds d'investissement de Wall Street engrangeront cette année 437 milliards de dollars et distribueront 140 milliards de dollars de bonus. En France, l'indice CAC40 vient de franchir un nouveau record à la hausse depuis début octobre 2008. Le pétrole, l'or atteignent eux aussi des niveaux records, tout comme le secteur automobile, où les licenciements et la prime à la casse de l'Etat attirent toutes les opérations de spéculations.

Et quand il s'agit de réclamer une toute petite partie de ce pactole, comme vient de le faire la commission des finances de l'Assemblée nationale par un amendement demandant de relever de 10 % l'imposition sur les bénéfices des banques, Lagarde s'emporte : « *Il n'est pas question de prendre une mesure à caractère national qui plomberait le système bancaire français, qui s'est bien comporté pendant la crise* » ! Les rodomontades de Sarkozy jouant au pourfendeur du système financier ont fait long feu...

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Dans cette situation, la révolte se renforce face à la politique des classes dominantes et du gouvernement. Alors que les marchés boursiers exultent, le chômage continue de grimper avec 450 000 chômeurs en plus sur 2009 d'après les chiffres officiels. Mais au lieu de profiter de la situation politique et de l'affaiblissement de Sarkozy en donnant une perspective à cette révolte, les directions des grandes confédérations syndicales restent passives et donnent même du crédit aux faux-semblants de Sarkozy en continuant de pratiquer la politique du « dialogue social ».

Grand emprunt, « Etats généraux de l'industrie »... les directions syndicales se prêtent au jeu de dupes du dialogue social

Le 12 octobre, l'intersyndicale s'est réunie à nouveau sans décider de la moindre initiative et sans mettre en avant la moindre revendication concrète face à la crise. Les directions des grandes confédérations tiennent à rester dans le cadre du dialogue social avec le gouvernement, se refusant à formuler les exigences du monde du travail en termes d'affrontement avec le pouvoir. Aussi, elles s'appuient sur le communiqué commun du 28 septembre qui parle de « *la prise en compte de l'intérêt des salariés dans le choix des entreprises et des pouvoirs publics, (...) le conditionnement des aides publiques à un comportement socialement responsable des entreprises* »... Même pas la dénonciation de la politique de cadeaux au patronat menée par le gouvernement.

Il faut dire que certaines d'entre elles, la CFDT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, participent déjà aux réunions avec le gouvernement sur le « Grand emprunt » dont l'objectif déclaré est de distribuer de l'argent public au patronat qui en profite même pour financer des plans de restructuration aujourd'hui.

La CGT a refusé d'y participer en disant son désaccord avec l'emprunt Sarkozy, mais elle compte aller aux « *Etats généraux de l'industrie* » en présentant la manifestation du 22 octobre comme un moyen de pression sur cette mascarade de consultation.

Pourtant, les objectifs du gouvernement sont clairs, là aussi. Estrosi, le même qui avait lancé les « *pôles de compétitivité* » en 2005, parle déjà de verser une « *prime de relocalisation* » pour les patrons, de mettre en place un « *crédit d'impôt innovation* » ou des prêts « *verts* » à des taux défiant toute concurrence. Le patronat compte lui aussi revendiquer encore plus auprès du gouvernement, à l'image du syndicat patronal de l'habillement qui déclare qu'une prime ne suffit pas, « *il faut alléger considérablement les charges sociales pour que la production en France redevienne compétitive* ».

Bref, le gouvernement compte distribuer encore plus de primes et cadeaux fiscaux au nom de la lutte pour l'emploi... pendant qu'il supprime en masse des emplois dans la fonction publique au nom du déficit qu'il creuse par cette même politique.

« *La première mesure concrète évoquée s'inscrit dans la vieille logique des cadeaux au patronat* » déclare à juste titre la CGT. Mais dans ces conditions si prévisibles, pourquoi y participer et donner du crédit au gouvernement ?

Cette politique suscite des réactions dans la CGT même, à l'image du syndicat Seva (St Gobain) qui vient d'écrire à la confédération : « *S'en remettre à Sarkozy, au gouvernement et aux « repreneurs », on voit ce que ça donne chez Molex comme partout : 15 emplois « sauvés » sur 283 ! Et il y a des centaines de Molex dans notre pays... Alors, peut-on attendre quoi que ce soit de positif des « Etats généraux » de Sarkozy, le représentant direct des actionnaires qui exigent licenciements et délocalisations pour préserver et accroître leurs dividendes et leurs profits ?* ».

Le « dialogue social » ne sert que les intérêts du pouvoir qui craint que la contestation ne fasse tâche d'huile. Face à la politique des classes dominantes et de l'Etat qui les sert, l'urgence est à la lutte contre les licenciements, pour défendre les emplois, partager le travail, en prenant sur les profits.

Après le 22 octobre, renforcer la contestation

Pour la direction de la CGT, les 30 000 manifestants du 22 octobre sont « *venus pour poser les jalons aux États Généraux de l'Industrie qui se déclineront dans les régions* »... C'était le sens du discours de Thibault de début de manifestation qui a même été chahuté de coups de cornes de brumes, de pétards et même de « *Thibault, démission* » !

Car pour bien des équipes militantes, en particulier dans les entreprises touchées par les licenciements, cette journée a eu un tout autre contenu, celui de construire la convergence des luttes.

Des collectifs se sont ainsi formés comme celui de Valenciennes, en appelant à « *Zéro licenciement, zéro suppression de poste, refusons de payer leur crise !* ». De même, dans la continuité du 17 septembre, des initiatives ont été prises comme celle du cortège commun de General Motors pour l'interdiction des licenciements qui regroupaient plusieurs entreprises en particulier de l'automobile. Les autocollants des « Conti », affirmant la solidarité avec les 6 ouvriers condamnés ainsi que l'interdiction des licenciements se trouvaient dans toute la manifestation, comme d'autres réclamant : « *public-privé Grève Générale* ». Des slogans « *tous ensemble, tous ensemble, grève générale* » comme des pancartes reprenant l'interdiction des licenciements donnaient un contenu combatif à la manifestation.

Les ruptures s'approfondissent vis-à-vis des directions des grandes confédérations engluées dans la politique du gouvernement et les calculs liés à la représentativité. L'idée que la convergence des luttes doit se construire à la base, par

des liens entre équipes militantes pour répondre aux besoins de la lutte fait son chemin.

La tâche de l'heure est de légitimer à tous les niveaux de notre intervention cette aspiration à construire la convergence des luttes, à vouloir faire payer la crise à ceux qui en sont responsables.

Laurent Delage

Au sommaire

Une fièvre financière qui annonce une probable rechute

Depuis quelques jours, les résultats du troisième trimestre de nombreuses sociétés confirment l'évolution annoncée par ceux du trimestre précédent : pour une bonne partie d'entre-elles, les profits sont repartis à la hausse.

Les banques sont les premières bénéficiaires : d'après la presse, « *les banques françaises sont dans le vert* », « *la Deutsche Bank a doublé ses bénéfices* », ceux de la banque américaine JP Morgan « *s'envolent* »... Mais c'est aussi le cas de nombreuses grandes entreprises industrielles qui affichent des résultats « *supérieurs aux prévisions* ».

Cette envolée des profits est le produit direct des mesures prises par les États et les banques centrales dès le début de l'effondrement financier, les milliers de milliards d'argent public versés à la finance et au grand patronat, au prix d'un endettement massif des États.

Une facture payée de multiples façons par les travailleurs et la population.

Payée à travers les licenciements en cascade par lesquelles les entreprises se sont « ajustées » à la baisse des commandes consécutive à la récession et surtout veulent accroître leur compétitivité et leur rentabilité. Telle la société Caterpillar, fabricant de matériel pour le BTP, qui, pour faire face à la chute de ses carnets de commande, a supprimé 25 000 emplois dans le monde dont 600 en France, et affiche pour ce trimestre 404 millions de dollars de profits, bien au dessus des « *résultats escomptés* »...

Payée également par la poursuite des attaques de l'État et du patronat sous prétexte d'« économiser » l'argent de l'État... pour mieux l'utiliser à soutenir les profits : suppression de postes de fonctionnaires, poursuite des attaques contre la protection sociale, la santé, les retraites... Une situation à laquelle s'ajouteront les conséquences de la forte augmentation des déficits publics, dont les États feront payer le remboursement aux populations par le biais de l'impôt et de la destruction des services publics.

Le résultat de cette guerre de classe est là : les profits s'envolent, et la spéculation reprend de plus belle, comme en atteste la hausse quasi continue des Bourses depuis plus de six mois. Bien que les États fassent mine de s'en offusquer et de prendre des mesures pour s'y opposer, les banques arrosent de nouveau leurs traders de bonus mirobolants, preuve s'il en fallait que la spéculation n'est pas le fait de quelques institutions financières irresponsables, mais bien de l'ensemble du système financier. La spéculation touche également de nouveau le pétrole, ainsi que les monnaies.

Tout repart donc comme avant, dans la folie d'une course aux profits qui, loin d'être le signe que la « sortie » est en vue, crée bien au contraire les conditions d'une nouvelle phase aiguë de la crise.

C'est pourquoi l'euphorie que pourrait susciter la reprise des affaires financières chez les responsables politiques et économiques est fortement tempérée par la crainte d'un nouvel effondrement financier. Crainte alimentée, entre-autres, par la baisse continue du dollar, la menace d'une crise monétaire internationale.

Depuis mars, le dollar a en effet baissé de 15 % par rapport à l'euro. On assiste de nouveau, après quelques mois de stabilité relative, à un mouvement de yoyo des monnaies, une instabilité qui perturbe les échanges internationaux. La hausse de l'euro par rapport au dollar a pour effet d'augmenter les prix à l'exportation des marchandises produites dans la zone euro par rapport à celles produites dans la zone dollar. Ce qui a fait dire à Guaino, conseiller spécial de Sarkozy, alors que l'euro atteignait, mercredi 21, le seuil de 1,5 dollar, que c'était « *un désastre pour l'économie et l'industrie européennes* ».

Sortant d'une réunion des ministres des finances européens, lundi 19, le patron de la BCE, Trichet, expliquait : « *L'affirmation que la volatilité excessive et les mouvements désordonnés sur les marchés des changes sont emplies d'implications négatives pour la stabilité économique et financière fait partie de notre position commune [...] Nous notons tous avec grande attention les déclarations des autorités américaines sur leur politique de dollar fort* ». Derrière une formulation pour le moins ampoulée, Trichet n'a qu'un espoir : que les « *autorités américaines* » agissent pour que le dollar redevienne fort...

Un espoir qui a peu de chances d'être satisfait. Les monnaies comme l'euro et le dollar sont soumises aux caprices des marchés des changes, aux spéculations. Leur valeur, totalement déconnectée de la valeur réelle des marchandises qu'elles contribuent à échanger, dépend de l'intérêt qu'elles suscitent chez les spéculateurs qui cherchent à faire fructifier leurs capitaux sur les marchés monétaires. Actuellement, compte tenu du fait que les taux des prêts à court terme sont mieux rémunérés en Europe qu'aux États-Unis, le fait d'échanger des dollars contre des euros pour les placer dans des banques européennes permet de dégager des plus-values d'autant plus substantielles que les sommes investies à court

terme sont importantes. Cette « attractivité » de l'euro crée une demande, qui agit à la hausse...

Bien sur, les autorités américaines auraient les moyens, du moins pour une part, de mettre un coup d'arrêt à la baisse de leur monnaie en jouant, par exemple, sur les taux de change.

Mais la faiblesse du dollar par rapport aux autres monnaies est une arme dans la guerre économique que se livrent les grandes multinationales américaines, chinoises et européennes. Des sociétés comme Airbus, ou Alstom, lorsqu'elles interviennent sur des marchés de la zone dollar, voient le prix de leurs produits augmenter par rapport aux marchandises équivalentes produites aux USA (ou en Chine, dont la monnaie est indexée sur le dollar et baisse avec lui face à l'euro).

L'éditorial *des Echos* du 16 octobre, intitulé « *La solitude de l'euro* », résume la situation : « *tout se passe comme si l'euro était la seule monnaie à supporter le poids de l'ajustement des déséquilibres internationaux. [...] Si l'Europe ne parvient pas à convaincre ses partenaires de rentrer dans un jeu coopératif sur les devises et donc sur la politique budgétaire, monétaire et financière, elle devra réagir. Ou accepter de laisser périr des pans entiers de son économie* ».

L'exacerbation, avec la crise, de la concurrence entre les puissances économiques rend illusoire tout espoir de « *rentrer dans un jeu coopératif* ». Quant aux capacités de l'Europe à « *réagir* » pour mener une politique budgétaire capable de contrebalancer celle des États-unis ou de la Chine, elles sont, elles aussi, fortement illusoires.

Les États-unis, malgré une dette publique abyssale, sont encore en mesure, par leur puissance économique et militaire, de poursuivre leur politique de soutien monétaire à leur économie par la fuite en avant dans l'endettement. Quant à la Chine, ses excédents commerciaux lui assurent une richesse qui lui permet d'agir massivement sur le plan monétaire, pour les intérêts de ses propres capitalistes, en soutien aux USA.

Les pays industriels européens sont dans une situation bien différente. Fortement endettés, frappés à un déficit commercial qui a atteint 4 milliards d'euros en août, les pays de la zone euro n'ont ni les moyens politiques, ni les moyens financiers de s'opposer aux politiques monétaires des USA ou de la Chine. D'autant que l'« union européenne » est minée par de multiples contradictions internes, la concurrence commerciale que se livrent les pays les plus riches, la disparité des richesses tout comme celle des droits entre les pays les plus riches et les plus pauvres.

Mais dans ce combat que se livrent les grandes puissances par politique monétaire interposée, les conséquences risquent fort de ne pas se limiter à la seule destruction de « *pans entiers de l'économie européenne* » : l'accumulation des déficits, la course à l'endettement prépare le risque d'un krach obligataire.

Le déficit accumulé par les anciens pays industrialisés, principalement les États-unis, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, est couvert par l'endettement des États qui financent leurs dépenses en émettant des obligations. Ces obligations, titres financiers de la dette publique, assurent des revenus garantis à leurs détenteurs... tant que les États sont en mesure de les rembourser. Que la confiance des détenteurs d'obligations dans la capacité des États à assurer le remboursement de leur dette vienne à tomber, et c'est le marché des obligations lui-même qui s'effondrera. Avec le risque, pour certains États, même de grandes puissances, de se retrouver en grandes difficultés voire en faillite.

Gouvernements et dirigeants économiques ont réussi, par l'injection de milliards dans le système financier, à redonner un élan aux profits. Mais cette « reprise », qui est lourdement payée par les travailleurs et les populations, continue à accumuler les mêmes contradictions qui ont conduit à la crise, y ajoutant le risque d'une crise monétaire majeure.

La crise que nous sommes en train de subir, la rechute qu'ils sont en train de préparer, n'ont rien d'une fatalité. Ce ne sont pas les conséquences de lois économiques immanentes auxquelles personne ne pourrait échapper. Ce sont les conséquences d'une politique de classe qui n'a pas d'autre souci que d'assurer les profits immédiats, quelles qu'en soient les conséquences. Et l'incapacité des capitalistes à sortir de la crise globale dans laquelle ils ont plongé la société est la claire expression de sa faillite.

Sortir de la crise suppose de rompre avec cette logique, et nous seuls, les travailleurs, la population, en avons réellement les moyens. En refusant de payer leur crise, par l'exigence que soit mis fin aux licenciements en cascade, que le travail soit partagé entre tous, avec des salaires permettant de vivre décemment. En contestant le pouvoir de la minorité de parasites financiers et de leurs amis au gouvernement de mettre en coupe réglée l'ensemble de l'économie. Autrement dit en nous unissant pour les exproprier et établir notre contrôle démocratique sur la finance, la production et les échanges.

Daniel Minvielle

[Au sommaire](#)

Subordonner les élections... à une stratégie anticapitaliste

Contribution de Denis Godard, animateur de la revue *Que Faire ?*

Le champ électoral est un terrain de la lutte politique où les anticapitalistes doivent aller, sans hésiter, porter le fer. Je commencerai par expliquer mon opposition à la formulation proposée par des camarades selon laquelle il faudrait "*subordonner les élections à la lutte de classe*". Cette formulation sonne, a priori, comme une évidence pour un parti qui dénonce les institutions. Mais il faut se méfier des évidences dans une société divisée en classes. Nous sommes par exemple contre la violence, pour une société sans violence. Nous n'en rejetons pourtant pas le principe dans notre lutte contre l'ordre dominant.

Les combats électoraux et leurs résultats ne sont pas extérieurs à la lutte de classe. Ils en font partie intégrante. Dans sa campagne présidentielle Nicolas Sarkozy n'a pas manié la démagogie la plus facile. Il a utilisé les élections pour mener une véritable bataille idéologique. Le résultat des élections pèse sur les conditions dans lesquelles se mènent les batailles locales comme nationales. Qui pourrait prétendre qu'une victoire de la droite ou de la gauche lors d'élections ne modifient en rien les conditions de la lutte ? Qui pourrait dire que la percée d'Olivier Besancenot au niveau électoral n'a eu aucune conséquence sur la suite ?

Pour reprendre Marx, s'il est vrai que les hommes font l'histoire, ils ne la font pas dans des conditions choisies par eux seuls. Surtout quand on parle de l'histoire des dominés. Les conditions de la lutte de classe sont déjà une expression de celle-ci : l'importance que prend l'arène parlementaire est ainsi en partie l'expression de la faiblesse actuelle du potentiel directement révolutionnaire de la majorité de la population. Dans ces conditions "*subordonner les élections à la lutte de classe*" peut très vite revenir à prendre ses désirs pour la réalité. Quand la ligne droite vers notre objectif est bouchée on peut s'asseoir et attendre un miracle ou se frapper la tête contre le mur. Qui veut atteindre le but accepte de prendre des voies détournées.

La lutte de classe est une lutte globale qui se décline sur plusieurs terrains. Un des premiers théoriciens du réformisme, l'allemand Bernstein expliquait que le mouvement (les réformes) est tout et que le but final n'est rien s'attirant une réponse cinglante de Rosa Luxemburg : "*la réforme légale et la révolution ne sont pas des méthodes différentes de progrès historique que l'on pourrait choisir à volonté comme on choisirait des saucisses chaudes ou des viandes froides au buffet, mais des facteurs différents de l'évolution de la société de classe, qui se conditionnent et se complètent réciproquement.*" Ce qui est absolument juste est le refus de subordonner le développement d'une perspective anticapitaliste à un résultat électoral (= électoralisme), de subordonner notre intervention dans les luttes aux positions acquises dans les institutions. *Rifondazione* a ainsi tué la gauche radicale italienne en contredisant sa position d'opposition à la guerre pour ne pas faire tomber le gouvernement dans lequel il était impliqué.

Le parlement élu (et ses déclinaisons locales) est bien sûr un voile qui vise à masquer la nature de classe de l'Etat. Le communiste italien Antonio Gramsci écrivait en 1919 : "*Le Parlement est un organe de libre concurrence. En y gagnant la majorité absolue, la classe propriétaire donne l'illusion à la multitude informe des individus, que les intérêts des coffres-forts s'identifient aux intérêts de la majorité populaire. Puisque cette majorité bourgeoise est divisée en partis qui luttent entre eux pour apporter une solution plutôt qu'une autre aux problèmes inhérents au régime de propriété privée, on donne l'illusion que ce dernier ne doit pas être remis en question, mais qu'il s'agit tout simplement de la forme extérieure de cette institution et de l'ensemble des rapports qui en forment la superstructure.*"

Mais, sans jamais cesser d'être une illusion, l'illusion démocratique devient une force matérielle en participant à construire le consentement des dominés à leur domination. A tel point que, quand la classe dirigeante française a dû se défaire du parlement élu pour des méthodes de gestion du pouvoir plus directes (les pleins pouvoirs à Pétain en 1940 ou à De Gaulle en 1958), c'est au parlement lui-même qu'on a fait voter sa propre destitution !

Si la majorité de la population accepte d'identifier la démocratie au choix fait individuellement (dans l'isolement !) entre des politiciens professionnels sur lesquels elle n'a aucun contrôle c'est parce qu'elle n'a elle-même pas conscience de son pouvoir potentiel.

Notre tâche est à la fois d'arracher le voile aux yeux de toute la société et que les travailleurs fassent l'expérience concrète de leur propre pouvoir. Gramsci en concluait que "*les socialistes veulent envoyer beaucoup de militants au Parlement pour rompre l'enchantement de la "souveraineté" populaire*". Pour cela le rôle des socialistes devait être d'obliger, au parlement, les partis de la bourgeoisie à s'unir face au parti des travailleurs et gagner à la révolution les plus vastes couches de la population "*de ceux qui sont engourdis, de ceux qui croient encore possible de sortir de la terrible crise économique et morale dans laquelle la guerre a plongé la nation, par de petites modifications de forme, par un léger remplacement du parti au gouvernement.*"

Notre critique du parlementarisme signifie que nous utilisons les élections d'une manière qui vise à en saper les fondements et aide à construire une autre voie. Pour cela notre principe doit être de subordonner les élections... à une stratégie anticapitaliste.

Nous visons à renforcer tout ce qui donne à notre classe plus de conscience de sa situation, plus de confiance dans ses propres forces, plus d'organisation. Ou comme l'exprimait en négatif Trotsky dans une période qui n'incitait pas à

l'optimisme : " *Quand nous disons que la fin justifie les moyens, il en résulte pour nous que la grande fin révolutionnaire repousse, d'entre ses moyens, les procédés et les méthodes indignes qui dressent une partie de la classe ouvrière contre les autres ; ou qui tentent de faire le bonheur des masses sans leur propre concours ; ou qui diminuent la confiance des masses en elles-mêmes et leur organisation en y substituant l'adoration des "chefs". Par-dessous tout, irréductiblement, la morale révolutionnaire condamne la servilité à l'égard de la bourgeoisie et la hauteur à l'égard des travailleurs*".

Dans la période actuelle marquée d'une part par des fronts de luttes nombreux et de l'autre par la crise du mouvement ouvrier traditionnel, de ses directions mais aussi de ses organisations, notre orientation doit viser à favoriser tout ce qui permet de reconstruire ce mouvement et ses organisations sur des bases de confrontation avec la classe dirigeante, en combinant pour cela luttes et campagnes électorales. Nous défendons dans les luttes des formes d'organisation autogérées, le refus de se placer sur le terrain de la nécessaire compétitivité, la mise en avant des besoins de la population, la thématique du contrôle (des travailleurs sur le fonctionnement de leur entreprise, des habitants sur le fonctionnement de leur quartier). Nous défendons dans les élections un programme qui relaie les revendications des luttes et les politise c'est-à-dire qui généralise une revendication particulière en un mot d'ordre national. Par exemple de l'opposition à la fermeture d'une usine on passe à l'interdiction des licenciements.

La campagne électorale qui vise à faire élire des représentant-e-s au sein des institutions capitalistes doit être utilisée comme un des moyens de faire émerger une culture "populaire" et des formes d'organisation qui tendent à être déjà potentiellement la négation de ces institutions. Là où les partis institutionnels organisent des messes pour faire acclamer leurs chefs nos meetings doivent rassembler et donner la parole à ceux et celles qui luttent. Là où les candidats des partis institutionnels viennent localement recueillir les doléances de leurs "clients", dans les quartiers, les entreprises notre campagne doit être conçue de manière à devenir un point d'appui pour réunir ceux et celles qui veulent se battre ou se battent déjà pour se coordonner, discuter et converger. Nos candidat-e-s devraient s'engager s'ils et elles sont élus à utiliser les moyens institutionnels pour organiser des assemblées locales régulières où seraient non seulement rapportées les positions exprimées au sein des institutions mais aussi discutées nos revendications et les moyens de les imposer.

Sur ces bases des alliances sont peut-être possibles dans les élections y compris avec des "*réformistes conséquents*". Si c'est le cas, elles seront alors souhaitables. Car en l'absence d'une classe qui s'organise largement en tant que classe et qui se donne la capacité de tester les directions qui lui sont proposées, même une période de lutte généralisée peut être à nouveau canalisée par le maintien de l'illusion de la démocratie parlementaire. Comme l'expérience de mai 68 l'a démontré.

Denis Godard

[Au sommaire](#)